

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 18/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUMIVER

108 avenue de la République
Site de la Sucrierie
59113 Seclin

Références : Arrêté ministériel applicables
Code AIOT : 0007004888

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement LUMIVER implanté 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle pluriannuel de la Dreal des Hauts de France et plus particulièrement dans le cadre de l'action nationale sur la traçabilité des déchets d'équipements électriques et électroniques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUMIVER
- 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007004888
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lumiver Optim a été créée en août 1999. Elle est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que dans le transit de déchets spéciaux (batteries, piles, cartouches d'encre,...). Elle réalise en particulier le traitement des néons.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques 2711-1 (installation de transit, regroupement et tri de DEEE), 2718-1 (installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux) et 2790-1.b (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il relève également de la directive IED au titre des rubriques:

- 3510: Traitement de déchets dangereux (rubrique principale) : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- AN24 Trafic D3E

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Respect de la norme générale sur les standards de traitement	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	Conformité des transferts	Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43	Sans objet
5	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Sans objet
6	Respect des exigences d'extraction et traitement	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des fluides		
7	Respect des exigences de traitement des composants	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)	Sans objet
8	Traitement équipements avec fluorocarbures ou hydrocarbures volatils	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)	Sans objet
10	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)	Sans objet
11	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet
12	Transferts d'EEE usagés	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une convention avec un éco-organisme. Le site réalise le tri et la première dépollution, c'est à dire qu'il retire les piles et les batteries des déchets ou les fils électriques apparents. L'exploitant doit apporter des éléments de précisions sur certains constats, en particulier sur la gestion des DEEE de type gros électroménagers et sur la séparation des flux en fonction de leur dangerosité une fois les déchets de DEEE triés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 26 juin 2019 à exploiter les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2711-1: Transit, regroupement, tri, désassemblage de D.E.E.E. mis au rebut : 1 980 m3 3 900 t/an - 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : 105 t sur le site et 1500 t/an - 2790-1b : Installations de traitement de déchets dangereux : 3,25kg de mercure sous forme gazeuse dans les lampes et 2 000 t/an de tubes et lampes - 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux <p>Mélange ou reconditionnement 5 400t de déchets/an – 21t/j</p> <p>Recyclage/ récupération de matières inorganiques 2 000 t/an – 8 t/j</p> <p>Soit au Total : 29 t/j</p> <p>- 3550: Stockage temporaire de déchets dangereux : Stockage déchets dangereux et DEEE de 336t</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site a déposé un porter à connaissance (PAC) en mars 2020 (Dossier n°19 11 0020 complété par le rapport 13 11 0001 réalisé par le bureau d'étude Auddicé environnement) afin de notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer l'impact de la réorganisation des lieux d'entreposage sur les hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers initiale du site; • mettre à jour la liste des déchets admissibles sur le site; • augmenter la capacité d'entreposage de plusieurs type de déchets;

L'exploitant a également déposé un rapport à connaissance en décembre 2022 (Dossier Audecisé environnement n° 22 09 0041) afin de développer une nouvelle activité de broyage de déchets non dangereux (piles / batteries classées non dangereux).

Concernant l'activité de tri transit de D3E relevant de la rubrique 2711, l'exploitant revoit les volumes susceptibles d'être entreposés à la baisse et selon les quantités suivantes :

5 t / 20 m³ : écrans en attente de démantèlement ;

20 t / 80 m³ : DEEE à dépolluer (ordinateurs, petits électroménagers) ;

5 t / 10 m³ : cartes électroniques ;

5 t / 5 m³ : gros électroménagers froids en transit ;

10 t / 20 m³ : serveurs, ordinateurs, unités centrales ;

7 t / 30 m³ : benne DEEE dépollués

La capacité susceptible d'être présente pour les D3E est de 52 t / 165 m³.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de gros électroménagers en transit et en attente d'enlèvement en zone tampon n°1 dans le bâtiment 2. Ce bâtiment ne contient pas d'autres D3E.

Dans le bâtiment 2, à l'extrême Est, il a été constaté la présence de la zone de démantèlement, de la benne de D3E dépollués et des cubitainers contenant les sous produits D3E.

Les zones de stockages et démantèlement sont conformes aux informations contenues dans les deux PAC précités. Il n'a pas été constaté de D3E à d'autre endroit du site que ceux mentionnés ci-dessus.

Concernant les D3E, le site réalise la dépollution phase 1 pour l'électroménager dit noir, ou le petit électroménager (PAM). C'est à dire qu'il retire les batteries, piles, câbles. Il ne touche pas à l'intégrité physique des pièces, et ne réalise pas de broyage. L'action est uniquement manuelle. Concernant le gros électroménagers dit blanc, le site ne fait que qu'une opération de transit. Aucune étape de dépollution n'est réalisée sur site pour ce type de D3E.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'exploitant utilise trackdéchets pour l'ensemble des déchets dangereux entrant et sortants du site. L'utilisation de trackdéchets pour les déchets non dangereux n'est que partiel, et non homogène. C'est à dire que des déchets non dangereux peuvent être ou non enregistrés sous trackdéchets.

Les codes déchets plus spécifiquement investigués durant la visite d'inspection sont les codes :

20 01 23* équipements mis au rebus contenant des chlorofluocarbones ;
 20 01 35* équipements électriques et électroniques mis au rebus contenant des composants dangereux ;
 20 01 36 équipements électriques et électroniques mis au rebus autres.

	2022		2023	
	entrée	sortie	entrée	sortie
20 01 23*	9,6	10,99	14,77	23,49
20 01 35*	356,71	6,64	592,1	5,66
20 01 36	2,93	-	11,45	-

Pour l'année 2022, l'exploitant n'a utilisé que très partiellement trackdéchets durant le premier semestre. Le logiciel a été utilisée pour le deuxième semestre. Il est recensé 93 BSD dangereux émis et 1 834 BSD dangereux reçus.

Pour l'année 2023, il est recensé 165 BSD dangereux émis et 3 999 BSD dangereux reçus.

Le volume de BSD dangereux est cohérent d'une année à l'autre.

Pour mémoire, l'activité du site est le tri de déchets, pour en séparer les différentes fractions (dangereux/non dangereux) ou typologies (piles alcalines/lithium/Ni-Cd) et permettre une bonne valorisation de ces déchets.

A fins d'illustration, les piles arrivent en mélange et le site réalise leur tri en fonction de leur typologie. Le code entrant de ces déchets est un code déchets dangereux, mais seule une petite fraction triée sortira également sous un code déchets dangereux. Il en est de même pour les D3E, le code déchet principale est 20 01 35*, mais une fois dépollué, les déchets sont enlevés sous des codes non dangereux comme par exemple 16 02 16 (composants retirés des équipements mis au rebus). Pour ces déchets non dangereux, l'utilisation de trackdéchets n'est pas obligatoire (déchets non dangereux).

L'exploitant s'interroge sur l'intérêt et la faisabilité d'enregistrer l'ensemble de ses bordereaux sous trackdéchets et avoir une gestion homogène quelque soit la typologie du déchet.

L'exploitant identifie les codes déchets suivants pour trois grandes catégories:

Codes déchets TUBES:

Entrants : Tubes néons fluos 20 01 21*; Tubes LED 20 01 36; Tubes plastiques 20 01 21*; Lampes 20 01 21*; Enseignes 20 01 21*

Sortants : Verre 19 12 05; Métaux ferreux 19 12 11*; Poudre fluorescente 19 12 11*; Culot aluminium 19 12 03; DIB 20 03 01; Eau Souillée 16 10 01*; Verre cassé 19 12 11*

Codes déchets PILES :

Entrants : Piles en mélange 20 01 33*; Batteries Plomb 16 06 01*;

Sortants : Piles alcalines/salines et piles spéciales zinc air (clôture) 16 06 04; Piles boutons mercure 16 06 03*; Batteries Plomb 16 06 01*; Piles NICD 16 06 02*; Batteries NICD INDUSTRIELLES 16 06 02*; Piles NiMH 16 06 05; Pile Lithium primaire / lithium chlorure de thionyle 16 06 05; Batteries lithium VAE 16 06 05; Emballages vides souillés 15 01 10*

Codes déchets DEEE :

Entrants : DEEE 20 01 35*; GEM FROID 20 01 23*; Ecrans 20 01 35*; Cartouche/toner 08 03 18

Sortants : PAM DE POLLUE 16 02 16; GEM FROID 20 01 23*; Ecrans 20 01 35*; Cartouches/toner 08 03 18; Chiffons souillés / absorbants 15 02 02*; Filtres à air 15 02 02*; Filtres à huile 15 02 02*; Toners souillés 08 03 17*; Aérosols 16 05 04*; Extincteurs 16 05 04*; Médicaments 20 01 31*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera que le code déchet 20 01 31* ne concerne pas des déchets de soin. Dans le cas contraire, l'exploitant justifiera de la prise en compte des risques spécifiques à ce type de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
- 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

<p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'interconnexion des 2 systèmes d'information, trackdéchets et RNDTS, est effective depuis le 10/05/2023.</p> <p>Le site collecte, expédie, transporte et stock des déchets dangereux et non dangereux. Il bénéficie d'une téléversement automatique des données saisies dans Trackdéchets vers le RNDTS pour les déchets soumis à BSD.</p> <p>Pour l'ensemble des déchets dangereux que le site collecte, transporte, reçoit et expédie, les bordereaux sont générés et enregistrés dans la base de donnée trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrat avec un éco-organisme

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les</p>

dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le contrat avec l'éco-organisme Ecologic. Ecologic a été agréé par arrêté du 4 mars 2022 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2021 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques.

Le contrat initial est daté du 30 janvier 2019, le dernier avenant (avenant 7) est daté du 7 mars 2024.

L'avenant 5 fixe les équipements concernés par le contrat: Gros équipements PAM pro, Petits équipements PAM et PAM et PAM pro. L'avenant 7 complète cette liste avec les PAM ferreux/ PAM plastiques

Le contrat ne concerne pas les écrans ECR, les équipements d'échange thermique CLS et GEF, les gros équipements GHF et les cartouches C-cart.

Ces avenants dressent la liste des opérateurs gestionnaires des déchets pouvant intervenir dans la gestion des déchets. La société Lumiver est recensés :

- pour les PAM tous types : réception des déchets et site effectuant la dépollution,
- pour les unités centrales la réception des déchets,
- pour les PAM pro tous types : réception des déchets et site effectuant la dépollution,
- pour les serveurs : réception des déchets.

Les différents contrats fixent également les filières aval pour l'ensemble des déchets de D3E triés sur site : Coolrec Wandre (Recydel) en Belgique via Theys 59 et Coolrec France et GRSE en Belgique.

NB : PAM : Petits appareils en mélange

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le contrat avec l'éco-organisme ne vise pas le gros électroménager, les écrans et les toners. Ces déchets sont pourtant recensés parmi les codes déchets entrants du site. L'établissement Lumiver ne réalise pas d'opération de traitement ou dépollution pour ces déchets, mais uniquement du transit.

L'exploitant fournira à l'inspection sous 15 jours :

- la liste des sites destinataires de cette typologie de déchets ECR, CLS, GEF et C-cart en transit sur son site,
- le document justifiant de l'existence de l'adéquation du contrat de ces sites avec un éco-organisme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1

Prescription contrôlée :

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

– que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;

- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;

– que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

– les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;

<p>– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.</p> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le contrat initial signé avec l'éco-organisme Ecologic. Ce contrat est daté du 30 janvier 2019.</p> <p>Ce contrat contient l'ensemble des informations visées par la réglementation et vise notamment l'arrêté du 26 mai 2016.</p> <p>En particulier il indique dans son article 10 que le contrat prend effet à la date de signature et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours et qu'il est renouvelable automatiquement par tacite reconduction pour une durée de un an.</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport d'audit de processus ecologic du 22/10/2023. Ce rapport indique que le site LUMIVER est GESTIONNAIRE DE DECHETS/ RECUPERATEUR/ RECYCLEUR. Il indique que les déchets déclarés à Ecologic sont les PAM, les PAM pro et les PAM UC - serveurs (uniquement massification). Ce rapport ne relève pas de non-conformité majeure mais 6 non-conformités mineures et 10 points sensibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant reste attentif à l'intégration adéquate des commentaires du rapport d'audits et documentera les actions entreprises pour corriger les points sensibles et les non-conformités mineures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :</p> <p>Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout</p>

<p>déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ; -piles et accumulateurs ; -cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ; -cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ; -matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ; -déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ; -tubes cathodiques ; -chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ; -lampes à décharge ; -écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ; -câbles électriques extérieurs ; -composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ; -composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ; -condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire). <p>Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Le site réalise les opérations suivantes : tri des D3E en mélange, retrait piles et accumulateurs, retrait des composants contenant des produits dangereux, retrait des câbles électriques extérieurs, cartes électroniques accessibles facilement. Le site réalise uniquement la première étape de dépollution. Il ne procède pas au démontage ou broyage des D3E.</p> <p>Les piles sont triées sur site selon leur typologie. Les câbles et les cartes mères sont regroupées pour valorisation ultérieure.</p> <p>Le site Lumiver ne réalise pas de traitement ou de dépollution sur les éléments de gros électroménagers.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Respect des exigences de traitement des composants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences de traitement des composants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :</p>

<p>-tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ;</p> <p>-équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;</p> <p>-lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site réalise le traitement des tubes néons contenant du mercure. Il ne réalise pas le traitement des tubes cathodiques provenant des D3E triés et dépollués sur site.</p> <p>Le site ne réalise pas la dépollution des équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone. Ces équipements sont uniquement en transit sur le site.</p> <p>Le site réalise uniquement du transit pour les lampes à décharges.</p> <p>La filière aval des D3E transitant sur le site est imposé par l'éco-organisme avec lequel le site LUMIVER a conclu un contrat.</p> <p>Le site LUMIVER réalise uniquement la collecte, le tri et la première dépollution pour le compte de cet organisme comme cela est spécifié dans son contrat.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Traitement équipements avec fluorocarbures ou hydrocarbures volatils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement équipements avec fluorocarbures ou hydrocarbures volatils</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils domestiques contenant des fluorocarbures volatils ou des hydrocarbures volatils sont traités conformément à la norme NF EN 50574 d'avril 2013.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne réalise pas de dépollution et de traitement sur ce type d'équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Respect de la norme générale sur les standards de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (4)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect de la norme générale sur les standards de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques respectent la norme générale sur les standards de traitement NF EN 50625-1 " Exigences générales du traitement " (WEEE General Treatment Requirements) du 4 juillet 2014.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé par l'inspection sur la norme, l'exploitant a indiqué ne pas y faire référence dans ses procédures. Son activité est uniquement de la dépollution phase 1, c'est à dire principalement le retrait des batteries et des fils électriques.</p>

Le rapport d'audit Ecologic de 2023 indique en non-conformité mineure que "le site ne peut apporter la preuve du suivi de la norme 50-625-1".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera à l'inspection sous 15 jours les éléments permettant de se positionner sur le respect des points applicables de la norme pour son activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Extraction des piles et accumulateurs portables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (5)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 1 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
Constats : Les sites est sous contrat avec les éco-organismes SCRELEC et COREPILE pour le tri et transit de piles. L'ensemble des piles et batteries extraites des D3E dépollués sur site rejoignent la chaîne de tri du site. Les piles et les batteries non-dangereuses contenant du zinc sont également traitées sur site, avec la mise en place de la nouvelle chaîne de traitement des déchets non-dangereux. Le procédé consiste à broyer les piles et batteries pour récupérer 3 fractions : les métaux ferreux, la black-masse enrichie en zinc, et le plastique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
Prescription contrôlée : Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont : - pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraissseurs. - couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des

<p>équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</p> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; -les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ; -les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ; -elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des opérations de tri et de dépollution sont réalisées à l'intérieur d'un bâtiment pourvu de murs coupe feu 2H. Le stockage est réalisé à l'intérieur de ce même bâtiment que ce soit pour les D3E en attente de tri ou les D3E dépollués.</p> <p>Les piles et batteries sont également stockées dans ce bâtiment pour celles relevant d'un code déchets dangereux (y compris piles au lithium). Les piles et batteries non dangereuses sont stockées dans le deuxième bâtiment, dans des racks dédiés.</p> <p>Le gros électroménager est stocké dans le deuxième bâtiment sur une aire dédiée.</p> <p>Le site est équipé d'un système de pesée.</p> <p>Aucun stockage n'est réalisé à l'extérieur, hormis la benne de verre issues du broyage des tubes néons.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Transferts d'EEE usagés

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger</p>

Prescription contrôlée :

I. – Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :

1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;

2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;

3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. – Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;

3° L'année de production si elle est connue ;

4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;

5° La date et les résultats des essais ;

6° Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

III. – Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être

<p>accompagné :</p> <p>1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;</p> <p>2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant envoie à l'étranger des déchets d'équipements électriques et électroniques et non des équipements électriques et électroniques usagés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Conformité des transferts

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets issus du démantèlement des D3E sont envoyés sur le site GRSE à Schoten en Belgique pour subir une opération de type R13 stockage de déchets préalablement à l'une des opérations R1 à R12.</p> <p>L'exploitant a fourni une annexe VII pour des "sous produits de démantèlement de D3E" pour le code déchet 16 02 16 - composants retirés des équipements mis au rebus autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15. Le BSD classe ce code déchets sous l'onglet v) du cadre10 : liste des déchets de la CE.</p> <p>Le rapport d'audit Ecologic relève comme point sensible que "Le site utilise des annexes 7 pour GSE. Mais différentes fractions sont envoyées avec le même transport et certaines fractions dangereuses peuvent être mélangées avec des non dangereuses. L'annexe fait apparaître uniquement des non dangereuses."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise à l'Inspection sous 15 jours le code final de traitement des déchets. En cas d'élimination, il fournit les éléments de procédure de notification. En cas de valorisation, il fournit les éléments de la procédure d'information à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document d'information figurant à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006

- Document de notification figurant à l'annexe IA du règlement (CE) n° 1013/2006
- Document de mouvement figurant à l'annexe IB du règlement (CE) n° 1013/2006.

L'exploitant précise à l'Inspection, sous 15 jours, les moyens mis en œuvre afin de s'assurer que les fractions de déchets dangereux et non dangereux ne sont pas envoyés en mélange. A défaut, de pouvoir garantir la séparation des flux, le code déchets doit être le plus pénalisant, à savoir le code des déchets dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours